

**JO N°49 DU 02 DECEMBRE 2004*****Décret n° 2004-486/PRES/PM/MPF du 10 novembre 2004 portant adoption du document de politique nationale de promotion de la femme.***

LE PRESIDENT DU FASO,  
PRESIDENT DU CONSEIL DES MINISTRES,

VU la Constitution ;

VU le décret n° 2002-204 /PRES du 6 juin 2002 portant nomination du Premier Ministre ;

VU le décret n° 2004-003/PRES/PM du 17 janvier 2004 portant remaniement du Gouvernement du Burkina Faso;

VU le décret n° 2002-255/PRES/PM du 18 juillet 2002 portant attributions des membres du Gouvernement ;

Sur rapport du Ministre de la promotion de la femme ;

LE Conseil des Ministres entendu en sa séance du 29 septembre 2004 ;

**D E C R E T E**

**Article 1** : Est adopté le document de politique nationale de promotion de la femme dont le texte est joint en annexe.

**Article 2** : Le Ministre de la promotion de la femme et le Ministre des finances et du budget sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret .

Ouagadougou, le 10 novembre 2004

**Blaise COMPAORE**

Le Premier Ministre

**Paramanga Ernest YONLI**

Le Ministre des finances et du budget

**Jean-Baptiste Marie Pascal COMPAORE**

Le Ministre de la promotion de la femme

**Mariam Marie Gisèle GUIGMA**

**Liste des abréviations**

- CADHP : Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples
- CCTP : Cadres de Concertation Technique Provinciaux
- CEDEAO : Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
- CEDEF : Convention sur l'Elimination de toutes les Formes de Discrimination à l'Egard des femmes
- CN-PAPF : Coordination Nationale du Plan d'Action de Promotion de la Femme
- CREN : Centre de Récupération et d'Education Nutritionnelle

- CSLP : Cadre Stratégique de Lutte Contre la Pauvreté
- CSPA : Centre de Santé et de promotion sociale
- IPF : Indice de Participation de la Femme
- ISDH : Indicateur Sexospécifique de Développement Humain
- IST : Infections sexuellement transmissibles
- IUTS : Impôt Unique sur les Traitements et Salaires
- LIPDHD : Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable
- MPF : Ministère de la Promotion de la Femme
- NEPAD : Nouveau Partenariat pour le Développement de l'Afrique
- NTIC : Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication
- ONG : Organisation Non Gouvernementale
- PAS : Programme d'Ajustement Structurel
- PNPF : Politique Nationale de Promotion de la Femme
- PTF : Partenaire Technique et Financier
- RAF : Réorganisation Agricole et Foncière
- RAF : Recherche Action Formation
- TIC : Technologies de l'Information et de la Communication
- UEMOA : Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
- VIH/SIDA : Virus Immuno déficience Humain/Syndrome d'immuno déficience Acquis

## **Préambule**

Le Gouvernement du Burkina Faso, engagé dans la lutte contre la pauvreté pour un développement humain durable,

Considère que :

- environ 46,4% de la population vivent en dessous du seuil de pauvreté, d'où des difficultés pour leur accès aux services sociaux de base tels que l'éducation, la formation, la santé, l'emploi, etc. ;
- la pauvreté pèse de plus en plus sur les femmes qui constituent environ 52 % de la population burkinabé ;
- la participation des femmes au développement économique et social, l'égalité des chances pour les hommes et les femmes, en tant qu'agents et bénéficiaires d'un développement durable sont des conditions essentielles à l'élimination de la pauvreté ;
- seule une mobilisation de tous les acteurs du développement autour du gouvernement, sur la base de stratégies et objectifs communs peut permettre de réaliser des avancées significatives dans la promotion de la femme ;
- malgré les progrès réalisés dans la participation des femmes au processus de développement notamment dans le domaine juridique, éducatif, sanitaire, économique, environnemental et politique, des inégalités persistent en défaveur des femmes du fait de l'existence de contraintes d'origine aussi bien nationale qu'internationale, structurelle et socioculturelle ;

Se résout à :

- traduire en actes concrets les engagements en matière de promotion des droits humains qu'il a pris aux niveaux international, régional et national ;
- redoubler d'efforts et à multiplier les actions visant à renforcer la participation de la femme au

- développement socio-économique, politique et culturel du pays ainsi que la jouissance de tous ses droits;
- prendre toutes les mesures requises pour éliminer toutes les formes de discriminations à l'égard des femmes et des petites filles, ainsi que les obstacles à l'égalité des sexes et à la promotion des femmes ;
  - promouvoir l'indépendance économique des femmes par l'emploi et à éliminer le fardeau de plus en plus lourd que la pauvreté continue de faire peser sur les femmes, à s'attaquer pour ce faire aux causes structurelles de la pauvreté ;
  - assurer l'égalité d'accès à l'éducation et aux soins de santé ainsi qu'un traitement égal des femmes et des hommes et à améliorer la santé en matière de sexualité et de procréation ainsi que l'éducation des femmes ;
  - créer les conditions qui permettent aux petites filles et aux femmes de tous les âges de réaliser tout leur potentiel ;
  - veiller à ce qu'elles participent pleinement à l'édification d'un monde meilleur ;
  - confier aux femmes un rôle accru dans le processus de développement ;

Adopte la Politique Nationale de Promotion de la Femme (PNPF) définie ci-après, en tant que cadre référentiel pour les actions visant l'amélioration du statut socio-juridique et des conditions de vie des femmes.

## **Introduction**

Depuis plusieurs décennies déjà des efforts ont toujours été entrepris au Burkina Faso en vue de donner à la femme une place et un rôle plus valorisants dans la société, et d'assurer sa pleine participation au processus de développement du pays.

Cette exigence a été reconnue par les gouvernements successifs comme un objectif national de nature et de portée économique, sociale et une priorité dans la lutte contre la pauvreté et la dégradation de l'environnement.

La promotion de la femme est désormais considérée comme une nécessité, un impératif majeur pour faire face aux difficultés socio-économiques du pays.

Les initiatives de promotion de la femme se sont traduites, selon le contexte socio-politique du moment, par des mesures institutionnelles de portée plus ou moins large et dans les différents domaines économique, social, politique et culturel.

C'est ainsi qu'en 1997, le gouvernement décidait de la création d'un ministère attitré de la Promotion de la femme comme principal instrument/moyen d'action en faveur de la femme à tous les niveaux.

Le présent document consigne la politique du Gouvernement du Burkina Faso en matière de promotion de la femme.

Ce document de politique se veut un cadre d'orientation pour l'action gouvernementale et pour l'ensemble de ses partenaires dans le domaine de la Promotion de la Femme. Il représente une déclaration d'intention du Gouvernement et l'expression de sa volonté et de son engagement en matière de promotion de la femme.

La Politique Nationale de Promotion de la Femme tire sa justification des inégalités persistantes entre hommes et femmes à différents niveaux en dépit des efforts fournis et constitue une réponse du Gouvernement aux engagements pris par le Burkina Faso sur le plan international.

Elle se fonde également sur l'impérieuse nécessité d'une lutte permanente contre ces inégalités dans le strict respect des droits fondamentaux de la personne humaine, contenus dans la Constitution du Burkina Faso de juin 1991.

Elle se situe enfin dans une cohérence d'ensemble avec les politiques et stratégies nationales transversales et sectorielles et s'intègre dans l'approche genre qui doit sous-tendre tous les programmes et projets du pays.

Les grands défis que devrait relever la Politique Nationale de Promotion de la Femme (PNPF) sont les suivants :

- l'amélioration et la stabilisation du statut social et juridique de la femme ;
- la promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision ;
- la promotion de l'éducation et le renforcement des capacités et de l'expertise féminine ;
- la promotion de la santé de la mère et de l'enfant ;
- la réduction de la pauvreté des femmes ;
- le renforcement du cadre et des mécanismes institutionnels de la promotion de la femme.

Le document de politique en lui-même se compose de deux parties essentielles. La première présente le contexte justificatif de la Politique Nationale de Promotion de la Femme. A cet égard, une analyse des inégalités hommes/femmes est faite sur les plans juridique, politique, économique, social, et enfin sur le plan de l'accès aux nouvelles technologies de l'information et de la communication.

L'analyse dans tous ces secteurs montre globalement que les femmes vivent dans des situations plus difficiles que les hommes, et défend donc la pertinence d'une politique nationale en faveur des femmes.

La deuxième partie donne les éléments constitutifs de la Politique Nationale de Promotion de la Femme, prescrit ses fondements, ses principes directeurs, ses objectifs généraux et stratégiques d'intervention et enfin les instruments de sa mise en œuvre.

## **Partie I – Contexte justificatif de la politique nationale de promotion de la femme**

Au Burkina Faso, la situation sociale, économique, politique et culturelle reste encore marquée par des inégalités hommes/femmes au détriment des femmes.

Les femmes sont en effet défavorisées par rapport aux hommes du fait notamment de pesanteurs sociologiques que le droit moderne tente de faire évoluer positivement.

### **1.1 – Au plan du statut social**

Malgré le principe de l'égalité homme-femme consacré par la Loi fondamentale et les différents textes juridiques, la vie de la femme burkinabè reste encore largement régie par des règles et des pratiques coutumières qui consacrent la répartition classique des rôles et des tâches entre l'homme et la femme. Par ailleurs, la femme est encore trop souvent considérée comme une mineure devant rester sous la tutelle d'un homme, son père, son époux ou son frère, en même temps qu'elle constitue une main d'œuvre disponible pour ce dernier.

Gardiennes de certaines coutumes, les femmes contribuent par l'éducation familiale traditionnelle à perpétuer certaines de ces conceptions et pesanteurs sociales qui leur sont défavorables.

Il s'en suit chez elles un manque de confiance en elles grandement préjudiciable à une auto-responsabilisation face aux exigences de la société moderne et du développement.

### **1.2 – Au plan Juridique**

Malgré l'existence d'un cadre juridique international, régional et national favorable à l'épanouissement de la femme avec notamment la Convention sur l'Elimination de toutes les formes de Discrimination à l'Egard de la Femme (CEDEF), la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP), particulièrement son protocole additionnel et, au niveau national, le Code des Personnes et de la Famille (CPF), la Réorganisation Agraire et Foncière (RAF), etc., on constate encore beaucoup d'insuffisances, d'inégalités

dans l'application des textes dues aux limites et vides juridiques.

Par ailleurs, l'analphabétisme, l'ignorance de la loi, de même que des raisons d'ordre sociologique et économique limitent considérablement l'accès des femmes à la justice. Dans le domaine matrimonial également des injustices subsistent dans la mesure où des pratiques telles que le bannissement de la femme, le viol conjugal, l'exclusion pour fait de sorcellerie, le mariage forcé, le harcèlement sexuel ,etc. persistent encore.

Toutes ces pratiques constituent des violences faites aux femmes et des obstacles majeurs à leur pleine participation à la vie de la société. Cependant, force est de constater que ces violences (en dehors du mariage forcé) ne sont pas considérées comme des faits répréhensibles et ne font, par conséquent, l'objet d'aucune législation spécifique.

Au niveau de l'administration publique, certaines pratiques telles que l'attribution systématique de l'allocation familiale au père, le calcul de l'IUTS à charge zéro pour la femme, constituent des situations en défaveur de la femme.

### **1.3 – Au niveau de la participation à la vie publique et politique**

En dépit des efforts entrepris à différents niveaux, la femme ne participe pas encore pleinement au débat public concernant les affaires de la cité. Bien qu'on dénote une participation des femmes aux différentes élections, elles demeurent marginalisées quant à l'accès au poste de responsabilité politique. Les listes électorales des partis politiques sont éloquentes à cet égard parce que les femmes y sont faiblement représentées et /ou mal positionnées à l'exception de quelques uns qui fournissent des efforts. Ainsi, sur 111 députés élus en 2002, il n'y a que 13 femmes et sur 57 maires de communes et d'arrondissement, les femmes ne sont qu'au nombre de 3.

### **1.4 – Au plan social**

La situation à ce niveau reste particulièrement préoccupante, malgré les efforts de l'Etat et des autres intervenants.

- ***Dans le domaine de l'éducation***, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement primaire est de 38,2 % en 2002-2003 pour les filles contre 49,6 % pour les garçons.

Dans le secondaire, il est de 13,8 % pour les filles contre 17,3 % pour les garçons.

Ce taux est encore plus bas au niveau universitaire où il est seulement de 1,2 % pour les filles contre 3,4 % pour les garçons.

Les taux d'alphabétisation des adultes ne sont guère meilleurs. En effet, le niveau de l'alphabétisation des adultes est de 12,5 % pour les femmes contre 29,4 % pour les hommes (INSD 2003).

L'accès et le maintien de la fille à l'école restent largement tributaires des pesanteurs sociologiques que l'Etat et ses partenaires s'emploient à éliminer par de nombreuses actions de sensibilisation. Les conditions matérielles et pédagogiques ne sont pas non plus toujours favorables à une participation effective des filles à l'école (éloignement de l'école, frais scolaires importants, harcèlement sexuel, etc.). L'alphabétisation des femmes se heurte également à la non prise en compte de leur spécificité (éloignement des centres, horaires non compatibles avec l'organisation des tâches domestiques et économiques des femmes).

- ***Dans le domaine de la santé***, les chiffres demeurent encore alarmants avec des taux de mortalité maternelle de 484/100 000 en 1998 –1999.

Le taux de couverture obstétricale est de 54,08 % en 2002 (DEP santé).

Les méthodes contraceptives restent encore mal connues et peu utilisées par la plupart des femmes en zones

rurales. Parfois lorsqu'elles sont bien connues, d'autres contraintes limitent leur utilisation. On note, ainsi un taux de prévalence contraceptive de 14,48 % en 2003 (EDS 2003) au niveau national avec des disparités selon les régions. Dans la région de l'Est, ce taux est de 7,94 % et dans celle du Sahel, il est de 4,77 % (DEP santé).

Les IST et le VIH/SIDA affectent davantage les femmes que les hommes parce qu'elles sont physiologiquement plus fragiles, d'une part, et que, d'autre part, elles sont victimes de certaines pratiques comme le mariage précoce ou forcé, l'excision, le lévirat, la polygamie, favorables à la transmission du VIH, et l'impossibilité pour de nombreuses femmes d'imposer le port du préservatif au partenaire, etc.

### **1.5 – Au niveau de la formation, du travail et de l'emploi**

En matière d'accès au travail et à l'emploi, les femmes se trouvent en majorité dans le secteur informel et agricole. Par ailleurs, à diplôme et niveau égaux, certains employeurs hésitent à recruter des femmes à cause des risques d'absences plus fréquentes pour congés de maternité, de maladies d'enfants, et de sollicitations sociales diverses.

La qualification professionnelle est également moins importante chez les femmes, compte tenu de la situation d'éducation décrite plus haut. La répartition des emplois principaux selon le sexe montre que hormis les emplois d'aides familiales où les femmes sont plus nombreuses (57,7 %), les autres emplois sont occupés majoritairement par les hommes comme en témoignent les chiffres suivants :

- 84 % pour les cadres supérieurs, postes de direction (contre 10 % pour les femmes) ;
- 70,4 % pour les cadres moyens et agents de maîtrise (contre 29,6 % pour les femmes) ;
- 78 % pour les manœuvres (contre 22 % pour les femmes).

### **1.6 – Au plan économique**

Au plan économique, les conséquences de toutes les situations ci-dessus évoquées se répercutent pour la femme par une pauvreté croissante. Les chiffres en 2003 montrent que 51 % de la population considérée comme extrêmement pauvres sont des femmes.

Bien qu'il soit généralement établi que la femme joue un rôle économique déterminant au Burkina Faso, cela ne lui garantit pas l'accès ni le contrôle des facteurs de production tels que la terre, le crédit, les intrants, les équipements, la formation technique, etc. ni aux sphères de décisions concernant les choix économiques du pays. La femme reste économiquement marginalisée en milieu péri urbain et rural surtout.

### **1.7 – Au niveau de l'accès à l'information et aux Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication (NTIC)**

Bien qu'un effort ait été fourni pour la couverture hertzienne par la création de radios rurales et communautaires et d'émissions en langues nationales, l'accès des femmes à l'information reste limité. Les informations parviennent aux femmes surtout par les canaux de communication traditionnels et de proximité tels que les réunions, les formations ou au marché et parfois la radio.

De nos jours, les NTIC demeurent un outil de développement incontournable dont l'accès par les femmes reste très limité en dépit des efforts déjà fournis. Cela est dû essentiellement à l'analphabétisme et au niveau d'instruction peu élevé des femmes. Le projet d'installation de télécentres communautaires en zone rurale (envisagé par la DELGI) est appréciable mais il devra prendre en compte la dimension genre pour assurer l'accès des femmes à ces nouvelles technologies de l'information et de la communication.

### **1.8 – Au plan institutionnel**

Selon l'étude diagnostique de la situation de la femme au Burkina Faso, les facteurs limitants du dispositif institutionnel du secteur de la promotion de la femme sont les suivants :

- l'insuffisance des ressources allouées au Ministère de la Promotion de la Femme qui ne lui permet pas de disposer de moyens conséquents (ressources financières, matérielles, humaines, logistiques) nécessaires à la mise en œuvre de ses activités ;
- la faiblesse des mécanismes communicationnels ;
- le mauvais fonctionnement des mécanismes de concertation et de consultation entre le Ministère de la Promotion de la Femme et les autres acteurs.

Depuis les indépendances, les autorités du pays ont marqué une volonté d'œuvrer en faveur de la promotion de la femme. Toutefois, les actions des gouvernements successifs et de l'ensemble des partenaires ne se sont pas inscrites dans un cadre d'orientation global. Et cela a constitué pendant longtemps une faiblesse institutionnelle que la présente Politique Nationale de Promotion de la Femme contribuera à corriger.

En conclusion, la situation de la femme burkinabè aux différents niveaux ci-dessus évoqués appelle des actions qu'il est urgent d'identifier, de formuler et de mettre en œuvre en accord avec les partenaires au développement du Burkina Faso et avec tous les intervenants dans le domaine de la promotion de la femme.

Par ailleurs il est très important de souligner que le Burkina Faso possède des acquis sur lesquels la Politique Nationale de Promotion de la Femme devrait pouvoir prendre appui sur :

- un environnement juridique favorable ;
- une volonté politique ;
- un engagement de la société civile et des PTF en matière de promotion de la femme.

## **Partie II – Politique Nationale de Promotion de la Femme**

La Politique Nationale de Promotion de la Femme se veut un cadre d'orientation, un document de référence pour le gouvernement et ses partenaires intervenant dans le domaine de la promotion de la femme. Elle constitue le fondement de toute l'action du gouvernement en matière de promotion de la femme et offre des opportunités pour la création des synergies requises et l'élimination des incohérences dues à un manque d'orientation claire.

De ce point de vue, la Politique Nationale de Promotion de la Femme n'est pas un plan d'action mais un " fil conducteur ", une ligne directrice indiquant les priorités politiques en matière de promotion de la femme. Les actions concrètes étant à identifier et à décliner dans des plans d'action spécifiques aux niveaux sectoriels.

C'est dans cette optique que sont précisés ci-après les fondements, principes directeurs, et objectifs de la Politique Nationale de Promotion de la Femme, de même que les instruments et moyens de sa mise en œuvre et les axes d'intervention découlant de l'analyse du contexte justificatif présenté plus haut.

### **2.1 – Les fondements de la Politique Nationale de Promotion de la Femme**

S'inscrivant dans la Lettre d'Intention de Politique de Développement Humain Durable (LIPDHD), le plan national de bonne gouvernance, le Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP), les objectifs du millénaire pour le développement, et la prospective Burkina 2025, la Politique Nationale de Promotion de la Femme trouve ses fondements dans ce qui suit :

- le respect des droits fondamentaux de la personne humaine contenus dans la Constitution du Burkina Faso du 2 juin 1991, qui stipule à son article premier que " tous les hommes naissent libres et égaux en droit ; et que tous ont une égale vocation à jouir de tous les droits et de toutes les libertés garanties par la présente

constitution ; les discriminations de toutes sortes, notamment celles fondées sur la race, l'ethnie, la région, la couleur, le sexe, la langue, la religion, la caste, les opinions politiques, la fortune et la naissance sont prohibées ”, de même que ceux contenus dans les instruments juridiques internationaux ratifiés par le Burkina Faso tels les pactes internationaux des Nations Unies relatifs aux droits civils et politiques et aux droits économiques, sociaux et culturels, ainsi que la Convention relative aux droits de l'enfant et celle portant sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, ainsi que la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples, etc. ;

- l'engagement du Burkina Faso dans l'œuvre de construction d'un Etat de droit implique entre autres, le libre exercice des droits humains et des libertés fondamentales, ainsi que l'égalité devant la loi des citoyens, femmes et hommes ;
- le concept de développement humain durable ne peut se concevoir sans la participation effective de plus de la moitié de la population ; l'homme et la femme doivent tous concourir à la réalisation de cet objectif.

## **2.2 – Les principes directeurs**

A travers ces fondements et l'analyse de la situation de la femme au Burkina Faso, les principes directeurs qui sous tendent la Politique Nationale de Promotion de la Femme sont les suivants :

1. le rôle de la femme dans le processus de développement doit être perçu dans sa globalité et dans sa pluridisciplinarité ;
2. la promotion de la femme dans le processus de développement n'est pas seulement une simple question d'équité, mais également une nécessité ;
3. l'élimination des inégalités existantes nécessite des actions particulières en faveur de la femme. Ces actions spécifiques entreprises pour les femmes sont à comprendre non comme une discrimination à l'égard des hommes, mais comme étant dictées par des considérations d'équité, de justice sociale et d'intérêt général ;
4. l'intégration harmonieuse et durable des femmes dans tout le processus du développement requiert une mobilisation effective de toute la société et de la communauté internationale ;
5. la cohérence de la Politique Nationale de Promotion de la Femme avec les politiques et stratégies nationales transversales et sectorielles en vigueur est fondamentale ;
6. la vision transversale des questions liées à la promotion de la femme permet, non seulement, de ne pas la traiter comme un sujet isolé mais aussi de tenir compte de l'importance ou de l'impact des aspects inter sectoriels ;
7. la promotion de la femme s'entend dans le respect des droits des autres membres de la société ;
8. le Burkina Faso parle toujours de promotion de la femme, malgré l'évolution des concepts (approche genre et développement) parce que la femme appartient au groupe social défavorisé auquel le MPF s'intéresse particulièrement. La promotion est l'accession à un niveau de vie plus élevé de personnes appartenant à un groupe social défavorisé. Ainsi la promotion de la femme est donc son accession à un niveau de vie meilleur dans tous les domaines où elle est défavorisée au plan social, économique et politique.

La promotion de la femme est un objectif à atteindre par des stratégies appropriées telles que l'approche genre.

Au Burkina Faso, il existe une volonté politique nationale de lutter contre les disparités dans le cadre de la lutte contre la pauvreté : disparités (sociales, régionales, ethniques), de sexe, d'âge, etc.

La promotion de la femme est partie intégrante de cette politique. Elle fait ici l'objet d'une politique nationale particulière du fait de son importance, et concerne toute personne de sexe féminin y compris la petite fille.



### **2.3 – La vision prospective du statut social de la femme**

Les résultats de l'enquête prospective 2025 sur le statut social de la femme ont révélé que l'une des visions fondamentales que la société burkinabè a de la femme est celle d'une femme jouissant des mêmes droits fondamentaux humains que l'homme et bénéficiant pleinement de ce statut. C'est aussi celle d'une femme bénéficiant d'une couverture sanitaire élevée, d'une espérance de vie plus longue et ayant accès à la scolarisation. En résumé, la femme burkinabè du futur vivrait dans un environnement social de paix, de solidarité, un milieu social débarrassé de toute forme de discrimination et d'exclusion.

Il s'agit pour cela de parvenir aux solutions suivantes :

- la maîtrise de la démographie,
- la maîtrise de l'émigration,
- la résolution des problèmes de santé,
- l'éducation pour tous sans discrimination de sexe,
- la disparition de toute forme de ségrégation et de discrimination à tous les niveaux de la vie sociale, économique, politique.

Toutes ces réponses devraient faire de la femme burkinabè une femme émancipée et épanouie au plan social et professionnel.

Au plan économique, la femme burkinabè devrait se situer dans un environnement propice et prospère. Pour ce faire, quel que soit le secteur d'activité économique dans lequel elle intervient, elle devrait bénéficier d'un soutien spécifique qui lui permettrait de développer des initiatives profitables.

### **2.4 – Les objectifs**

#### **2.4.1. Objectif général**

Au regard de la vision que les burkinabè ont de la femme, l'objectif général de la Politique Nationale de Promotion de la Femme est de renforcer la participation de la femme au développement socio-économique, politique et culturel du pays ainsi que la jouissance de tous ses droits.

#### **2.4.2. Objectifs intermédiaires**

A travers la Politique Nationale de Promotion de la Femme, le gouvernement poursuit les deux objectifs intermédiaires suivants :

- Améliorer de façon notable l'indicateur sexospécifique du développement humain (ISDH). A cet effet, il s'agira d'améliorer significativement l'espérance de vie de la femme par la réduction de la mortalité de la femme ; il s'agira également de relever le niveau d'éducation et de formation professionnelle de la femme en tendant vers une scolarisation universelle des filles, tout en améliorant son niveau de revenus.
- Améliorer de façon notable l'indice de participation de la femme (IPF). A ce niveau, il s'agira de renforcer le pouvoir de décision des femmes dans la prise de décision politique et d'améliorer l'accès des femmes aux ressources économiques et leur contrôle.

#### **2.4.3. Objectifs stratégiques**

Six (06) objectifs stratégiques de même importance sont poursuivis par la PNPF :

- 1° Améliorer et stabiliser le statut social et juridique de la femme ;
- 2° Promouvoir l'accès des femmes aux sphères de décision ;
- 3° Promouvoir l'éducation et renforcer les capacités et l'expertise féminines ;

4° Promouvoir la santé de la mère et de l'enfant ;

5° Réduire la pauvreté des femmes ;

6° Renforcer le cadre et les mécanismes institutionnels de la promotion de la femme.

Pour chaque objectif stratégique sont définis des axes d'intervention prioritaires de même que des stratégies d'action.

## **2.5 – Les axes d'intervention prioritaires**

### **Objectif stratégique n° 1 : Améliorer le statut social et juridique de la femme**

***- Réduction des pratiques socioculturelles reconnues rétrogrades et avilissantes pour les femmes, recensement et valorisation des conceptions culturelles et pratiques traditionnelles favorables à l'épanouissement de la femme .***

Une sensibilisation appropriée devrait être permanente auprès des populations rurales et urbaines sur les pratiques qui entravent la promotion de la femme. Les valeurs et pratiques traditionnelles néfastes sont généralement exploitées pour dévaloriser la femme, alors qu'on note l'existence de pratiques favorables à la construction d'une image positive de la femme. Il s'agira de les recenser et de les introduire dans des systèmes de communication, d'éducation et de formation notamment en genre. Les valeurs socioculturelles sont inculquées aux enfants dès leur prime enfance par les parents, notamment les mères généralement garantes et complices de certaines pratiques. La lutte contre les pratiques culturelles néfastes passe nécessairement par elles ; de ce fait, il s'agira d'amener les femmes à prendre conscience des impacts négatifs des conceptions et pratiques néfastes et à les aider à s'en départir.

***- Amélioration de l'image de la femme et sensibilisation de l'opinion publique sur les inégalités dont sont victimes les femmes***

Les médias sont de puissants canaux d'éducation et de vulgarisation d'idées novatrices. Aussi, devrait-on éviter qu'ils véhiculent des images, des scènes ou des propos négatifs sur les femmes.

La conception et la mise en œuvre des campagnes d'information multimédia de promotion de l'image de la femme dans la société devraient tenir compte de cet impératif.

Des supports tels les théâtres forums, les sketches, les chaînes de télévision et les radios (avec utilisation de comédiennes) seront utilisés pour améliorer l'image de la femme dans la société. L'élimination par la censure des messages et images dévalorisants de la femme dans les médias sera également un objectif à poursuivre. La formation des communicateurs, des responsables d'agences de communication s'avère nécessaire.

***- Vulgarisation et intégration de l'approche genre à tous les niveaux***

L'utilisation du cadre et des outils d'analyse du genre permettra aux intervenants de se rendre compte des inégalités dont sont victimes les femmes. La vulgarisation de l'approche genre et développement et l'élaboration d'une politique et d'un plan opérationnel pour son intégration dans tous les secteurs d'activités devront par conséquent être entrepris.

La formation/sensibilisation aux questions de genre à tous les niveaux, notamment au niveau des communautés de base, des membres du gouvernement et de l'Assemblée Nationale, sera déterminante pour améliorer le statut social des femmes et leur accès aux ressources dans le contexte de la décentralisation. Des programmes de communication pour le changement de comportement (CCC) en faveur des populations renforceront ces actions.

***- Promotion et application des droits fondamentaux de la femme et de la petite fille***

De nombreux textes juridiques existent et protègent la femme et la petite fille mais sont peu connus par la majorité de la population dont essentiellement les femmes elles-mêmes. Il existe également des vides et limites juridiques, de même que des pesanteurs socioculturelles qui freinent l'exercice des droits.

Face à cette situation, il s'agira de traduire et vulgariser les textes existants dans les langues nationales et de proposer des textes pour combler les vides juridiques notamment dans le domaine de l'exclusion sociale, du bannissement, du harcèlement sexuel et du mariage forcé, et de ratifier les instruments juridiques favorables à la promotion de la femme tel le protocole facultatif de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples. Il s'agira en outre de poursuivre et d'intensifier les formations et les sensibilisations à l'intention de toute la population à travers des programmes spécifiques, et de promouvoir le respect des droits de la femme et de la jeune fille dans les familles et dans les communautés.

### ***- Abolition de la pratique de l'excision***

Bien que des efforts soient entrepris avec des résultats tangibles, il serait judicieux d'intensifier la lutte en vue de l'abolition effective de la pratique de l'excision, vu les effets destructeurs de cette pratique sur le plan physique et psychologique. Il s'agira donc de renforcer les capacités institutionnelles et opérationnelles des différents intervenants à ce niveau, notamment le Comité National de Lutte contre la Pratique de l'Excision et son Secrétariat permanent.

### ***- Eradication des autres violences faites aux femmes***

Que ce soit au foyer ou dans la communauté, la femme est sujette à diverses formes de violences, qui sont des obstacles majeurs à sa pleine participation à la vie de la société. Le code pénal sanctionne les violences de façon générale ; cependant, au niveau des violences conjugales, les pesanteurs socioculturelles empêchent les victimes de porter plainte. En vue d'adresser cette problématique, il s'agira de proposer des programmes de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités des hommes et des femmes, de la société civile et des acteurs intervenant dans la prise en charge des victimes, notamment les autorités religieuses et coutumières. Il s'agira également de développer le service du conseil matrimonial, d'instaurer la fonction de juge aux affaires matrimoniales, de promouvoir des structures extrajudiciaires et l'assistance judiciaire pour une meilleure prise en charge des femmes victimes de ces cas de violences. L'habilitation des femmes à recourir aux services judiciaires sera également envisagée.

### ***- Révision des textes en faveur des femmes***

Il existe des dispositions légales qui créent des inégalités dans l'exercice des droits de la femme et de la jeune fille. Il s'agira de réexaminer ces textes en vue de leur ôter tout caractère discriminatoire.

Des vides juridiques existent également. A ce propos, il s'avère nécessaire d'adopter des lois sur les violences conjugales et d'amender le Code pénal par l'introduction de dispositions protégeant les femmes contre le bannissement, le mariage forcé et/ou précoce le harcèlement sexuel.

La ratification du protocole facultatif relatif à la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard de la femme qui permet une saisine directe de la Cour Internationale de Justice par les femmes victimes de discrimination, et le protocole additionnel de la Charte Africaine des Droits de l'Homme et des Peuples (CADHP) qui prend en compte les spécificités de la femme africaine permettra de renforcer les bases juridiques de la promotion de la femme.

## **Objectif stratégique n° 2 : Promouvoir l'accès des femmes aux sphères de Décision**

### ***- Amélioration de l'accès des femmes aux postes électifs et nominatifs***

La formation politique, civique et syndicale des femmes, la mise en place de créneaux de financement de leurs campagnes électorales, la sensibilisation des états majors des partis politiques et des syndicats en vue d'un meilleur positionnement des femmes sur les listes électorales sont autant d'éléments nécessaires pour permettre aux femmes d'être compétitives aux postes électifs. L'organisation périodique des conférences des cadres sur la promotion de la femme motiverait peu à peu les femmes à s'impliquer dans la politique.

En application de l'article 4 de la CEDEF qui admet une certaine forme de discrimination lorsqu'elle vise à accélérer l'égalité de fait entre l'homme et la femme, des dispositions seront prises pour encourager les candidatures féminines. Il sera appliqué un quota d'au moins 30 % dans les nominations aux postes de

direction et autres.

En outre, des actions seront menées en vue de contribuer à la création d'un réseau ayant pour objectif principal de soutenir l'intégration des femmes au processus de régionalisation (UEMOA, CEDEAO, NEPAD, etc.) et de parrainer les candidatures féminines aux postes internationaux. A cet effet il sera élaboré un répertoire des femmes cadres supérieures du pays.

#### ***- Promotion de la représentativité des femmes dans les organisations professionnelles***

Cette promotion pourra se faire par des programmes de formation/sensibilisation pour l'adhésion des femmes aux organisations professionnelles et la fixation de quotas pour les femmes au niveau des bureaux de ces organisations, accompagnés d'un programme d'appui pour leur permettre une participation de qualité.

#### ***- Implication des femmes dans la recherche de la paix***

La paix sociale est une condition sine qua non du développement durable qui doit être cultivée dès la cellule familiale.

Les crises internes et sous-régionales ont montré que le Burkina Faso n'est pas à l'abri des conflits sociaux. Considérant que lors de ces conflits les femmes et les enfants sont de grandes victimes, les femmes seront impliquées à la prévention des conflits, à la recherche et au maintien de la paix. Pour une efficacité de leur participation, un programme de renforcement de leurs capacités dans la culture pour la paix est indispensable.

Il s'agira également d'élaborer et de renforcer l'éducation civique dans les programmes d'enseignement scolaire et au sein des familles.

#### ***- Implication des femmes à la conception, au suivi et à l'évaluation des politiques économiques***

Il s'agira d'améliorer et de vulgariser les approches participatives afin d'assurer la participation des femmes sur un pied d'égalité, à la conception, à la mise en œuvre, au suivi et à l'évaluation des politiques et programmes macro-économiques, notamment ceux élaborés dans le cadre du CSLP et dans les accords de partenariat économiques, en vue de favoriser une croissance économique large et soutenue et de s'attaquer aux causes structurelles de la pauvreté.

#### ***- Amélioration de l'accès des femmes aux médias et aux technologies de l'information et de la communication (TIC)***

Les interventions suivantes devront permettre l'amélioration de l'accès des femmes aux médias et aux TIC :

- \* soutenir l'éducation, la formation et l'emploi des femmes pour leur permettre d'accéder sur un pied d'égalité aux médias et aux TIC, dans tous les secteurs et à tous les niveaux ;
- \* appuyer la recherche sur tous les aspects relatifs aux TIC et aux médias afin de définir les domaines sur lesquels il convient de se pencher et qui appellent des mesures, et passer en revue les politiques en vigueur concernant les médias et les TIC afin d'y intégrer la problématique hommes-femmes ;
- \* organiser des clubs d'écoute féminine en utilisant les jours où les organisations féminines se réunissent pour leurs activités collectives ;
- \* privilégier la communication de proximité pour les femmes qui sont à majorité analphabètes.

### **Objectif stratégique n° 3 : Promouvoir l'éducation et renforcer les capacités et l'expertise féminine**

#### ***- Développement des actions pour un accès égal des filles et des garçons à l'éducation et à la formation***

Une combinaison de l'amélioration de l'offre éducative et de l'élimination des facteurs socioculturels et économiques entravant l'accès des filles à l'école en vue de la scolarisation de tous les enfants en âge scolaire est nécessaire. Il faut notamment :

- \* une couverture géographique adéquate en infrastructures scolaires et la création d'internats ;
- \* un environnement scolaire favorable à la scolarisation de la fille : sécurité, eau, assainissement ;
- \* des enseignants de qualité ( technique et morale ) et motivés ;

- \* un programme de lutte contre le harcèlement sexuel en milieu scolaire ;
- \* un programme de lutte contre les mariages précoces et forcés ;
- \* un programme de sensibilisation des parents pour un accès égal de la fille et du garçon à l'école ;
- \* un programme d'amélioration des revenus des parents d'élèves pauvres ;
- \* l'effectivité de la gratuité de l'école primaire ;
- \* la poursuite et l'approfondissement des études pour comprendre les problèmes sociologiques relatifs à l'éducation des filles ;
- \* la mise en place et le maintien des mesures incitatives en faveur des parents ou des filles pour renforcer la scolarisation de ces dernières (bourses d'études, gratuité des fournitures, allègement d'écologie, soutien scolaire, etc.) ;
- \* la poursuite de la révision des manuels scolaires pour extraire les stéréotypes sexistes et pour la prise en compte de l'approche genre ;
- \* la formation en genre des décideurs, des enseignants pour éviter les clichés sexistes ;
- \* la réintroduction, s'il y a lieu, ou le renforcement de programmes d'éducation civique et d'éducation à la citoyenneté ;
- \* l'octroi de technologies et l'accès aux forages notamment en zone rurale pour l'allègement des tâches des femmes ;
- \* la création d'un environnement scolaire propice aux filles et garçons handicapés ;
- \* l'organisation de formations en genre à l'endroit des associations de parents d'élèves des écoles, collèges et lycées.

#### **- Promotion de l'alphabétisation des femmes**

Un meilleur examen des contraintes à l'alphabétisation des femmes permettra d'adopter des stratégies plus appropriées telles :

- \* l'adaptation des programmes d'alphabétisation (horaire, lieu, période, prise en charge, etc.) aux besoins des femmes surtout rurales et handicapées ;
- \* l'intégration des trois dimensions suivantes dans tous les projets de développement : alphabétisation, crédit, genre.

#### **- Amélioration de l'accès des femmes au travail et à l'emploi**

Pour lutter contre le chômage et l'exploitation économique des femmes, l'organisation des journées d'information sur la question, la formation et l'information des femmes sur leurs droits et devoirs seront des mesures à envisager.

La promotion de la formation professionnelle des femmes, combinant l'amélioration de l'offre de formation professionnelle et l'élimination des facteurs socioculturels et économiques bloquants, est également nécessaire.

Au regard des pesanteurs socioculturelles et des tâches domestiques qui empêchent la femme d'accéder à certains emplois, il est important de mener des actions de sensibilisation sur la répartition des tâches domestiques ; par exemple, la mise en place de crèches à des prix subventionnés contribuera à rendre plus disponibles les femmes. Pour accéder à des activités rémunératrices, il est par ailleurs nécessaire de mener les interventions suivantes :

- \* faire un suivi du respect des textes sur l'emploi et le travail au niveau de tous les employeurs ;
- \* mener une étude des cas de discrimination pour raison de grossesse lors des tests de recrutement ;
- \* ouvrir la commission consultative aux associations et ONG de femmes ;
- \* favoriser l'accès à l'emploi et à la formation professionnelle des filles et femmes handicapées.

#### **- Réduction de la pénibilité des tâches domestiques des femmes**

La surcharge de travail des femmes ne leur permet pas de s'investir dans les activités économiques hors du foyer. Un programme comprenant la sensibilisation pour une redistribution des tâches au sein des ménages,

l'équipement des femmes et l'amélioration des technologies de leurs activités serait bénéfique.

**- *Autopromotion et autogestion des organisations féminines***

Il s'agira, dans un premier temps, de renforcer les capacités des organisations féminines aussi bien urbaines que rurales par des voyages d'études et des formations en :

- \* gestion des organisations ;
- \* gestion des ressources humaines ;
- \* techniques de communication ;
- \* techniques de négociation et de plaidoyer ;
- \* techniques de recherche de financement ;
- \* leadership ;
- \* planification stratégique et opérationnelle ;
- \* alphabétisation ;
- \* suivi et évaluation.

Dans un deuxième temps, il sera nécessaire de leur permettre de saisir toutes les opportunités de financement et d'appui divers en prenant en compte leurs besoins dans tous les programmes/projets et de développement.

**- *Promotion de l'unité des femmes***

Malgré leur importance démographique, les femmes ne constituent pas une force politique au Burkina Faso à cause de l'émiettement de leurs organisations, de leur manque de conscience et de maturité politique, de leur faible compétence en leadership. La création d'une structure faîtière nationale des femmes et mise en place librement par les femmes elles-mêmes constituerait un atout pour l'application de la politique nationale de promotion de la femme.

**- *Promotion de l'expertise féminine***

L'établissement de répertoires de femmes par domaine d'expertise et leur valorisation, la mise en place de programmes de recyclage ou de mise à jour des connaissances par des stages, colloques conférences, etc. sont indispensables.

**Objectif stratégique n° 4 : Promouvoir la santé de la mère et de l'enfant**

**- *Consolidation des actions pour une meilleure santé de la reproduction des femmes***

L'état de santé des femmes au Burkina Faso est largement tributaire de leur rôle de procréation dans la société et de la situation de la pandémie du VIH/SIDA.

Des interventions ciblées sur la santé de la reproduction des femmes sont donc nécessaires et seront envisagées dans le cadre de la présente politique. Il s'agira essentiellement de :

- \* améliorer l'accès des femmes aux services de santé notamment aux centres de santé maternelle et infantile (réduire les distances à parcourir pour atteindre les CSPS par la multiplication de ces structures) et leur accès à des soins effectifs en vue de réduire la morbidité et la mortalité maternelle ;
- \* promouvoir la maternité à moindres risques ;
- \* améliorer l'accès des femmes aux spécialistes de la santé, au planning familial et surtout à la contraception ;
- \* proposer des mesures de protection des femmes séronégatives vis-à-vis de leurs conjoints séropositifs dont la vulgarisation du condom féminin ;
- \* promouvoir les actions entreprises pour éviter la transmission mère-enfant (VIH-SIDA) ;
- \* créer un fonds de solidarité pour le dépistage des cancers génitaux ;
- \* instaurer le dépistage systématique des cancers génitaux chez les femmes lors des visites médicales annuelles des travailleurs.

### ***- Amélioration de l'état nutritionnel des mères et des enfants***

Les interventions suivantes seront menées :

- \* sensibiliser et former les hommes et les femmes à la qualité nutritionnelle des aliments et des menus (éducation nutritionnelle) ;
- \* poursuivre et renforcer l'appui-conseil alimentaire des femmes en grossesse dans tous les SMI ou CSPS ;
- \* multiplier les Centres de Récupération d'Education Nutritionnelle (CREN), soit un par CSPS.

### ***- Amélioration de la prise en charge des femmes du troisième âge, des femmes handicapées et des femmes exclues pour cause de sorcellerie***

Les femmes âgées sont de plus en plus confrontées aux problèmes cardio- vasculaires, aux rhumatismes, aux cancers, aux problèmes visuels. Dans de nombreux cas, elles ne sont plus assistées par leur famille. Par ailleurs, elles sont parfois exclues de la société sur la base de croyances encore très vivaces (accusation de sorcellerie). Quand elles bénéficient d'une pension, celle-ci n'est pas suffisante pour la prise en charge de leur santé de plus en plus coûteuse. Il en est de même pour les femmes handicapées qui, bien que valeureuses, sont souvent exclues des sphères de production. Une étude de la situation en vue de proposer des solutions idoines s'avère nécessaire et la mise en place de programmes spécifiques de prise en charge de ces groupes sociaux devra être envisagée et renforcée.

### **Objectif stratégique n° 5 : Réduire la pauvreté des femmes**

#### ***- Révision, adoption et application de politiques macro-économiques, et de stratégies de développement répondant aux besoins et aux efforts des femmes vivant dans la pauvreté***

Les politiques économiques ont des impacts différenciés selon le genre. Il est donc nécessaire d'analyser selon une perspective égalitaire, les politiques et les programmes y compris ceux qui ont trait à la stabilité macro-économique, à l'ajustement structurel, à la dette extérieure, à la fiscalité, à l'investissement, à l'emploi, aux marchés et à tous les secteurs de l'économie, afin d'évaluer leur impact sur la pauvreté, sur l'inégalité, en particulier entre les sexes, ainsi que sur le bien-être et les conditions de vie des familles, et les adapter au besoin.

Les femmes sont pauvres et certaines politiques économiques ont conduit des familles dans la misère. Il convient d'adopter des mesures destinées à favoriser l'insertion des femmes pauvres et marginalisées dans des emplois productifs et soutenir les familles de déflatés.

#### ***- Evaluation des tâches domestiques des femmes et désagrégation des agrégats macro-économiques selon le sexe***

Une des conditions de la reconnaissance du travail des femmes est la prise en compte de leurs tâches domestiques au niveau de la comptabilité nationale. Pour ce faire, un travail important d'évaluation de ces tâches domestiques est nécessaire. La Commission Economique pour l'Afrique a déjà ouvert la voie pour une telle entreprise au niveau de certains pays africains pilotes dont le Burkina Faso. Une telle entreprise nécessitera la collaboration de l'INSD qui est rompu aux travaux statistiques et économétriques.

Dans la même perspective, il s'agira de parvenir à établir des agrégats macro-économiques (PIB, PIN, RNB, RNN, etc.) désagrégés selon le sexe. On aura donc des agrégats féminins, toute chose qui pourrait renseigner sur les performances économiques et financières des femmes. De même, les investissements publics réalisés au profit de la femme et dispersés entre départements ministériels, société civile, etc. devront être évalués et intégrés dans le TOFE (tableau d'opérations financières et économiques). Pour ce faire, les services des ministères chargés de l'économie et des finances seront sollicités pour apporter un appui.

#### ***- Promotion de l'entrepreneuriat féminin***

Malgré l'existence de secteurs porteurs pour la femme (agriculture et élevage, transformation et agroalimentaire, commerce), l'entrepreneuriat féminin est au stade embryonnaire. Le bas niveau d'instruction,

la faiblesse des compétences dans le domaine et l'insuffisance de ressources financières, constituent les principaux facteurs qui entravent l'accès et la promotion de nombreuses femmes dans le domaine de l'entrepreneuriat.

Il s'agira de créer des conditions favorables à l'émergence d'un entrepreneuriat féminin fort et établi au Burkina Faso. A cet effet, des actions de lobbying seront développées en direction du secteur bancaire et financier (non encore totalement sensibilisé à la problématique de la promotion de la femme) en vue d'obtenir des appuis spécifiques aux activités des femmes. La mise en place d'interlocuteurs valables, en l'occurrence des réseaux d'organisations féminines, s'avère nécessaire à cet égard.

Les femmes innovent beaucoup dans le secteur de l'agroalimentaire, mais en retirent très peu de bénéfices. La protection de la propriété intellectuelle constituerait à cet égard une solution pour sauvegarder les intérêts des femmes porteuses d'innovations.

#### ***- Amélioration de l'accès des femmes aux technologies agro-alimentaires***

Les programmes de recherche, notamment agricoles, sont souvent orientés vers les grands centres d'intérêts (cultures de rentes, grandes cultures, etc.) qui n'intègrent pas des spéculations qui rapportent des revenus aux femmes et qu'on appelle des cultures mineures (gombo, voandzou, oseille, etc.).

La mise au point de technologies alimentaires et de pratiques culturelles modernes dans le domaine des activités des femmes reste une préoccupation non encore considérée et le développement de programmes de recherche sur les spéculations intéressant les femmes, et de recherche-action-formation (RAF) pour l'adaptation socioculturelle et économique des technologies diffusées est souhaitable.

#### ***- Amélioration de l'accès des femmes aux marchés***

La recherche de clients et d'information sur les marchés potentiels nécessite un renforcement des possibilités d'accès et des capacités des femmes à l'utilisation des TIC et la mise en place de circuits de collecte et de diffusion de l'information.

Au niveau des marchés intérieurs, la pauvreté des femmes ne leur permet pas de disposer de moyens de locomotion efficaces pour mener des activités économiques véritablement rentables.

L'organisation de foires promotionnelles et le renforcement de leurs capacités organisationnelles en matière de commercialisation, ainsi que le développement de système de transport de marchandises à moindre coût constituent des pistes d'amélioration de l'accès des femmes aux marchés intérieurs.

Des études selon le genre sur l'impact des politiques économiques ainsi que celles menées au niveau local sur le marketing, les circuits commerciaux permettront de mieux cerner les besoins des femmes.

#### ***- Accroissement de l'accès des femmes aux moyens de production***

Par moyens de production, on entend essentiellement les technologies simples (ou adaptées), les intrants agricoles, les équipements, le foncier en terme de terres aménagées et non aménagées (la RAF donne un accès égal à la terre aux hommes et aux femmes). Très souvent, l'accès à ces moyens de production nécessitera l'octroi de micro-crédits adaptés aux types d'activités génératrices de revenus (AGR). Pour ce faire, les mesures à prendre sont :

- \* la mise en place d'un système de crédit adapté aux activités des femmes et à leur situation sociale. Le crédit doit bénéficier même aux femmes les plus pauvres avec des conditions d'accès et des modalités de remboursement souples ;
- \* le renforcement des capacités des femmes, notamment par la mise en place d'un fonds de garantie pour les femmes entrepreneuses, par la formation et l'information des femmes notamment sur le crédit et l'épargne ;
- \* la mobilisation de l'épargne en faveur des femmes ;
- \* la prise en compte des femmes dans le système de formation/ vulgarisation ;
- \* l'application effective de la réforme agraire et foncière qui donne un égal accès à la terre aux hommes et aux femmes ;



- \* l'instauration d'appels à projet de développement de femmes à financer sans remboursement ;
- \* la construction de garderies d'enfants dans les plaines aménagées pour une pleine implication des femmes dans les travaux de maraîchage.

### ***- Actions spécifiques***

Certaines femmes étant dans des situations difficiles, on s'attachera donc à identifier les besoins spécifiques de ces groupes, en particulier les femmes handicapées physiques et mentales, les femmes analphabètes, les prostituées, les femmes dans des situations particulièrement critiques (femmes dans les zones touchées par la sécheresse, femmes dans le dénuement, femmes déplacées, rapatriées ou réfugiées), les femmes âgées, les femmes exclues. Au profit de ces groupes de femmes, l'on devra s'efforcer d'aller au delà de la simple assistance humanitaire et viser à modifier substantiellement leurs conditions socio-économiques et d'accroître leur participation au processus de développement.

### ***- Amélioration de la participation de la femme à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie***

Traditionnellement, les femmes jouent un rôle important dans l'exploitation des ressources naturelles, la gestion de l'environnement et du cadre de vie familial.

Des efforts progressifs pour leur implication dans l'élaboration des documents de politique ainsi que dans l'exécution des actions ces dernières années leur ont permis d'acquérir des connaissances qui restent insuffisantes pour contribuer efficacement à une gestion durable de l'environnement. A cet effet, il s'agira d'améliorer les approches pour une prise en compte des priorités et des besoins des femmes et renforcer leurs capacités techniques et organisationnelles.

La mise en place de programmes de formation en direction des femmes est indispensable pour leur pleine participation à la gestion des ressources naturelles, de l'environnement et du cadre de vie.

Dans la lutte contre la pauvreté, il serait souhaitable que les femmes saisissent toutes les opportunités d'activités génératrices de revenus dans le domaine de l'environnement.

### ***- Amélioration de la participation de la femme à la gestion du développement rural***

A ce niveau, il s'agira d'améliorer les approches de développement rural qui doivent s'appuyer sur les parties prenantes plutôt que les chefs de ménage et d'impliquer les femmes dans la conception des politiques et la planification du développement par la vulgarisation des méthodes participatives à tous les niveaux.

### ***- Imputabilité des revenus des produits des ressources naturelles et de l'environnement selon l'effort et la productivité du travail des femmes***

Il s'agira de mettre en place des mécanismes favorisant la répartition équitable entre les hommes et les femmes des revenus tirés de l'effort et de la productivité des femmes, des produits des ressources naturelles partout où les femmes, soit individuellement soit dans le cadre des groupements féminins, participent aux activités rémunératrices liées à la gestion de ces ressources naturelles. Pour ce faire, une sensibilisation de l'ensemble des acteurs sociaux participant au système à une répartition équitable des bénéfices est indispensable.

## **Objectif stratégique n° 6 : Renforcer le cadre et les mécanismes institutionnels d'appui à la promotion de la femme**

### ***- Accompagnement des différents acteurs dans leurs actions de promotion de la femme***

Le ministère de la Promotion de la femme qui, de par sa mission, représente le cadre institutionnel et politique impulsera une dynamique soutenue dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme. A cet effet, des moyens supplémentaires devront être mis à sa disposition pour le développement d'un appui-conseil en matière de promotion de la femme au profit des acteurs.

Le renforcement des capacités en matière de promotion de la femme au niveau des différents acteurs se fera

par le biais de programmes de formations ou de séminaires-ateliers adaptés aux besoins de chaque partenaire, et par l'organisation des réflexions pour lever les contraintes et renforcer les actions des acteurs en matière de promotion de la femme. En effet, le changement de comportements dans le social est un processus très complexe et nécessite que des réflexions permanentes soient menées pour accompagner les actions entreprises. Plus concrètement, le ministère de la Promotion de la femme devrait se positionner pour animer de telles réflexions qui devraient avoir des impacts hautement positifs au niveau des actions des autres acteurs de promotion de la femme.

#### ***- Coordination des structures impliquées dans la promotion de la femme***

Compte tenu de la transversalité de la question de la femme, il est impératif pour le ministère de la Promotion de la femme d'assurer la coordination et le suivi de l'ensemble des initiatives visant la promotion de la femme des secteurs ministériels ou des autres institutions ou mécanismes existant dans le pays. A cet effet, il sera nécessaire de clarifier les attributions des points focaux du Ministère dans les autres départements, dans un premier temps en terme d'adéquation avec leurs charges de travail et d'envisager par la suite la création de cadres de concertation de promotion de la femme composés des représentants des directions centrales dans chaque département ministériel. Au niveau provincial, les Cadres de Concertation Technique Provinciaux (CCTP) seront des cadres idéaux pour l'expression de la promotion de la femme ; leurs membres devront être formés conséquemment en matière de genre et de promotion de la femme. Il s'agira également d'amener l'observatoire de la femme à jouer pleinement son rôle. D'ailleurs, pour un meilleur ancrage institutionnel, le rattachement de l'Observatoire de la femme au MPF

devra être envisagé. Un renforcement des capacités des acteurs institutionnels de promotion de la femme en ressources humaines et matérielles est nécessaire.

#### ***- Amélioration de la capitalisation, du suivi-évaluation et des actions de veille de la promotion de la femme***

Outre l'appui aux nombreux acteurs nationaux et non nationaux et l'appui à leurs actions multiformes au profit de la promotion de la femme, la capitalisation, le contrôle et le suivi-évaluation de ces actions sont incontournables. Il est nécessaire d'élaborer et de mettre en place un programme statistique sur la promotion de la femme. L'indicateur sexospécifique de développement humain (ISDH) et l'indice de participation de la femme (IPF) doivent être conçus, vulgarisés et présentés selon les régions et les provinces.

Il est également nécessaire d'identifier des paramètres et de mettre en place des programmes de mesure des performances enregistrées au niveau des activités des différents partenaires.

### **2.6 – Les stratégies, instruments et moyens de mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme**

Les stratégies de mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme sont présentées à travers la stratégie globale et le dispositif de mise en œuvre et les mécanismes de suivi-évaluation.

#### **2.6.1. Stratégie globale de la Politique Nationale de Promotion de la Femme**

La mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme sera réalisée par le truchement de plans d'action de promotion de la femme et l'intégration de l'approche genre dans les politiques, plans d'action, programmes et projets sectoriels. A cet effet, une harmonisation de ces outils de planification avec la Politique Nationale de Promotion de la Femme est nécessaire.

Concrètement, la mise en œuvre se fera par le biais de programmes qui coïncident avec les objectifs stratégiques définis. Ces programmes sont :

- 1 : Amélioration du statut social et juridique de la femme.
- 2 : Promotion de l'accès des femmes aux sphères de décision.

3 : Promotion de l'éducation et renforcement des capacités et de l'expertise féminine.

4 : Promotion de la santé de la mère et de l'enfant.

5 : Réduction de la pauvreté des femmes.

6 : Renforcement du cadre et des mécanismes institutionnels de la promotion de la femme.

De façon opérationnelle, le développement des relations de partenariat et la mise en place de la stratégie du faire-faire constitueront les bases d'implication de l'ensemble des acteurs institutionnels à la mise en œuvre de la politique.

Compte tenu de la diversité des situations au niveau des régions, le niveau des objectifs à atteindre et les actions seront identifiées par région. Ainsi, il sera procédé à l'élaboration de plans d'action régionaux qui s'inspireront fortement de la PNPF et prendront en compte :

- les obstacles et contraintes à la promotion de la femme sur le plan régional ;
- les atouts et potentialités selon les régions également.

Toujours en matière de stratégie, des campagnes de plaidoyer et de lobbying, des stratégies de communication appropriées seront menées en fonction des objectifs et des publics concernés. La célébration systématique des journées internationales de la femme sera l'occasion chaque année de renforcer le lobbying et le plaidoyer autour des problématiques cruciales qui touchent les femmes. Elle sera aussi l'occasion de faire des retours qualitatifs sur les avancées, les difficultés et de définir des perspectives.

Les objectifs sectoriels de la Politique Nationale de Promotion de la Femme seront inclus dans les lettres de mission des départements ministériels et des autres entités administratives avec obligation de rendre compte, sous le contrôle et la responsabilité des points focaux.

Une concertation permanente avec les ONG et associations permettra une meilleure synergie et répartition des tâches et le développement de la stratégie du faire-faire.

Pour la réussite de la Politique Nationale de Promotion de la Femme, la prise en compte systématique des groupes spécifiques de femmes (handicapées, prostituées, femmes âgées, femmes au ban de la société, femmes extrêmement

pauvres, etc.) au niveau de chaque axe d'intervention prioritaire est une nécessité, ce qui favorisera une approche genre des problèmes.

La mobilisation de l'ensemble des acteurs est incontournable pour la réussite de tout le processus. Aussi, leurs rôles doivent-ils être connus et précisés.

Pour la mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme, la participation des autres départements ministériels et des ONG et associations est d'une importance capitale. De ce fait, la logique de collaboration entre le MPF et ces deux (2) types d'acteurs doit être définie pour que la stratégie du faire-faire soit une réalité.

#### ***- Le ministère de la Promotion de la femme***

Le ministère de la Promotion de la femme est le maître d'œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme. Il assure la coordination et le suivi de la mise en œuvre, entreprend toute action de sa compétence et appuie les autres acteurs dans la mobilisation des ressources et le renforcement des compétences en matière de promotion de la femme. Il doit servir de point d'appel et de fédération d'idées et d'actions concertées.

#### ***- Les autres départements ministériels***

La question de la femme est transversale et l'analyse de sa situation démontre que tous les secteurs d'activités sont concernés. La promotion de la femme n'étant pas synonyme de discrimination, elle doit se réaliser par une prise en compte de la femme sur un pied d'égalité que les hommes dans les politiques, programmes et projets de développement sectoriels.

Le schéma de mobilisation des acteurs, que le bilan de la mise en œuvre du plan d'action du MPF 1998–

2000 a proposé, souligne l'importance de la participation des autres départements ministériels pour l'atteinte des objectifs.

### **- Les ONG et les associations**

L'intervention de cette catégorie d'acteurs est également une clé de réussite du processus, en ce sens qu'elle est la plus proche des premiers bénéficiaires de la PNPf. Leur intervention se fera au niveau de la CN-PAPF et des plans d'action de la PNPf et/ou à travers des actions qu'elles auront identifiées notamment dans les domaines du plaidoyer, du lobbying, etc. La stratégie du faire-faire sera privilégiée pour favoriser une implication des ONG et associations à l'exécution des plans d'action de promotion de la femme. La société civile en général jouera un rôle de veille actif par la mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme.

### **- Les partenaires techniques et financiers (PTF)**

Sous la forme de coopérations multilatérales ou bilatérales, les PTF ont un rôle incontournable tant au niveau institutionnel que de celui de la mise en œuvre des plans d'action. Leur rôle au niveau de la Politique Nationale de Promotion de la Femme serait d'accompagner davantage le processus pour un meilleur ancrage institutionnel du ministère de la promotion de la femme et d'apporter au besoin l'appui technique et financier nécessaire à l'atteinte des objectifs de la Politique Nationale de Promotion de la Femme.

## **2.6.2. Dispositif de mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme et mécanisme de suivi- évaluation**

La mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme sera assurée essentiellement par tous les acteurs de développement qui devront identifier des actions devant contribuer à l'atteinte des objectifs visés. Plus précisément, les niveaux d'intervention des différents acteurs et les responsabilités y afférentes dans la mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme se présentent de la façon suivante :

- le ministère de la Promotion de la femme mènera toute activité en vue d'atteindre les objectifs relatifs à la coordination, à la capitalisation, à la mesure, au contrôle, au suivi et à l'évaluation des interventions en matière de promotion de la femme, ainsi qu'à l'accompagnement des autres acteurs ;
- les autres départements ministériels développeront des activités techniques selon leurs attributions spécifiques, en matière de promotion de la femme ; pour cela, ils seront accompagnés dans leurs actions spécifiques par le ministère de la Promotion de la femme qui devra leur apporter un appui-conseil et un renforcement de capacités en matière de promotion de la femme ;
- les collectivités locales se chargeront de la mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme au niveau décentralisé ; plus précisément, les collectivités locales devront :
  - \* développer des programmes et projets intégrés générateurs de revenus pour les femmes en zones rurales ;
  - \* développer des programmes visant au renforcement des capacités de gestion des femmes ;
  - \* développer des réseaux de concertation pour les femmes ;
  - \* impliquer les femmes dans les stratégies de décentralisation ;
  - \* mobiliser l'épargne locale ;
  - \* créer des mécanismes fournissant de nouveaux produits financiers.
- Les ONG et associations appuieront le ministère de la Promotion de la femme et les structures étatiques et les collectivités locales en matière de promotion de la femme ; plus précisément, elles seront chargées de :
  - \* contribuer à la traduction et à la vulgarisation des textes ;
  - \* développer des actions de sensibilisation, d'information, d'éducation et d'alphabétisation ;
  - \* organiser les institutions accordant de petits crédits aux femmes ;

- \* initier des actions de plaidoyer et lobbying, et de veiller à la mise en œuvre des plans d'action de promotion de la femme.

- Les PTF accompagneront tous les acteurs susmentionnés dans leurs actions de promotion de la femme.

La coordination de la Politique Nationale de Promotion de la Femme sera assurée par la Coordination Nationale du Plan d'Action de Promotion de la Femme à travers les plans d'action consécutivement mis en place ; cela est du reste prévu au niveau des mécanismes de concertation du Ministère de la Promotion de la Femme. De même, cette coordination sera assurée au niveau décentralisé par la Coordination Nationale du Plan d'Action de Promotion de la Femme et les coordinations des associations féminines.

Tous les plans d'action nationaux ou régionaux seront en cohérence avec les grandes orientations de la Politique Nationale de Promotion de la Femme.

De façon périodique, la Politique Nationale de Promotion de la Femme fera l'objet d'une évaluation interne et d'une évaluation externe. L'évaluation externe sera assurée par un organisme indépendant à mi-parcours et à la fin de l'exécution de la Politique Nationale de Promotion de la Femme.

L'évaluation interne et le suivi vont de pair et se feront annuellement à plusieurs niveaux.

Le suivi-évaluation de la mise en œuvre sera assurée par le ministère de la Promotion de la femme au niveau central avec l'implication de l'ensemble des autres secteurs ministériels et les partenaires. Il sera appuyé par les directions régionales de la promotion de la femme au niveau local. Au niveau décentralisé, les cadres de concertation techniques provinciaux seront responsabilisés pour le suivi et l'évaluation à l'échelle provinciale. Les directions régionales seront chargées de la coordination du suivi-évaluation dans les provinces constituant les régions.

Ces activités donneront lieu à un rapport de suivi-évaluation.

### **2.6.3. Mobilisation des fonds**

La mise en œuvre de la Politique Nationale de Promotion de la Femme passe par l'exécution des programmes d'action en matière de promotion de la femme. La nature particulière de ces activités commande un financement adéquat assuré par des ressources internes et externes.

Aussi, au plan interne, il s'agira principalement du budget de l'Etat, le secteur privé et la société civile pouvant venir en appui.

Au plan externe, la mobilisation se fera auprès de la Coopération bilatérale et multilatérale, des ONG, associations et réseaux d'associations.

## **Conclusion**

La politique nationale de promotion de la femme fournit à l'ensemble des acteurs une référence consensuelle pour une meilleure prise en compte de la question du genre dans leurs politiques, programmes et projets de développement.

Cependant, cette stratégie ne sera efficace que si les obstacles diagnostiqués étaient levés, les atouts et potentialités identifiés fortement mis à contribution.

Le succès de la Politique Nationale de Promotion de la Femme exige, par ailleurs, que tous les protagonistes et les intervenants adhèrent à ses fondements éthiques et juridiques et à ses principes directeurs.

Sa mise en œuvre diligente demande aussi un renforcement du cadre institutionnel de la promotion de la femme, une collaboration multisectorielle notamment avec les autres départements ministériels, les PTF, les associations féminines et les autres acteurs de la société civile.

Un changement global des comportements vis-à-vis de la femme est enfin requis pour le succès de la Politique Nationale de Promotion de la Femme. En effet, les contraintes à la promotion de la femme sont

essentiellement d'ordre socioculturel et politique compte tenu du niveau d'éducation des populations et de la persistance de pratiques néfastes pour l'épanouissement de la femme.

La Politique Nationale de Promotion de la Femme, du fait de son caractère consensuel, contribuera fortement à une meilleure synergie d'actions en faveur de la femme au Burkina Faso et pour un développement réel et durable.